

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé : 7 mai 2020, 13 h 3
À : Roy, Cecely (SPAC/PSPC); Harris, Emily (SPAC/PSPC); fitz-morris, James (SPAC/PSPC)
C. c. : Elizabeth Lindsay; Jean-François Létourneau; Lucie Brosseau; Me'Shel Gulliver Bélanger; Media
Objet : RÉP. : Aux fins d'approbation par le CM : Niveau 1 / COVID-19 – Suivi – Pénurie et prix abusifs d'EPI au Canada / The Washington Post

Bonjour Cecely,

Oui, la voici (ils ont répondu directement au journaliste hier) :

Je crois comprendre que le Canada a, au moins à court terme, résolu la pénurie de masques. Est-ce bien le cas? Cela n'est pas encore réglé aux États-Unis et nous souhaitons comprendre où est la différence.

Le gouvernement du Canada se coordonne avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour évaluer continuellement les besoins en matière d'équipement de protection individuelle (EPI), comme les masques.

Pour répondre à ces besoins, l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a travaillé avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour faire progresser les commandes d'achat en gros, et a distribué les EPI et les fournitures médicales aux provinces et aux territoires selon une approche convenue par les ministres de la Santé du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires. L'ASPC déploie également des EPI et des ventilateurs de la Réserve nationale stratégique d'urgence (RNSU) dans les provinces et les territoires qui ont soumis des demandes d'aide. L'objectif de la RNSU est de contribuer à compléter les ressources des provinces et des territoires en leur fournissant un soutien en cas de crise.

La pénurie d'EPI est une source constante de préoccupation, car la demande mondiale est toujours élevée. C'est pourquoi, en plus de l'achat d'EPI et de l'augmentation de la capacité de fabrication nationale, le gouvernement du Canada encourage diverses mesures visant à aplatir la courbe épidémiologique, comme se laver souvent les mains et respecter l'éloignement physique.

Merci
Stefanie

De : Roy, Cecely (SPAC/PSPC) [<mailto:cecely.roy@canada.ca>]
Envoyé : 7 mai 2020, 12 h 58
À : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Emily Harris <Emily.Harris@canada.ca>; James Fitzmorris <james.fitz-morris@canada.ca>
C. c. : Elizabeth Lindsay <Elizabeth.Lindsay@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Jean-François Létourneau <Jean-Francois.Letourneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Lucie Brosseau <Lucie.Brosseau@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Me'Shel Gulliver Bélanger <MeShel.GulliverBelanger@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Objet : RÉP. : Aux fins d'approbation par le CM : Niveau 1 / COVID-19 – Suivi – Pénurie et prix abusifs d'EPI au Canada / The Washington Post

Bonjour à toute l'équipe des médias,

Sommes-nous en mesure de savoir ce que l'Agence de la santé publique du Canada a fourni en guise de réponse à la première question de cette demande?

Merci!
Cecely

De : Media [<mailto:media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>]

Envoyé : 7 mai 2020, 10 h 23

À : Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca>; Roy, Cecely (SPAC/PSPC) <cecely.roy@canada.ca>; fitz-morris, James (SPAC/PSPC) <james.fitz-morris@canada.ca>

C. c : Elizabeth Lindsay <Elizabeth.Lindsay@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; James Stott <James.Stott@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Jean-François Létourneau <Jean-Francois.Letourneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Lucie Brosseau <Lucie.Brosseau@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Martine Skelton <Martine.Skelton@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Me'Shel Gulliver Bélanger <MeShel.GulliverBelanger@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Rachel Lagacé <Rachel.Lagace@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Sara Lacasse <Sara.Lacasse@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Vivianne Soubhie <Vivianne.Soubhie@tpsgc-pwgsc.gc.ca>

Objet : Aux fins d'approbation par le CM : Niveau 1 / COVID-19 – Suivi – Pénurie et prix abusifs d'EPI au Canada / The Washington Post

Bonjour Emily et Cecely,

Aux fins d'approbation par le CM, s'il vous plaît.

Merci.

Marc

873-354-7219

Alerte médias

The Washington Post

Hamburger, Tom (The Washington Post)

Date de réception de l'appel : 4 mai 2020, 11 h 30

Date limite : 6 mai 2020 à 17 h (information encore désirée)

Niveau 1 – COVID-19 – Suivi – Pénurie et prix abusifs d'EPI au Canada

CONTEXTE (à titre informatif) :

Le journaliste recherche des données précises sur deux points. ASPC répondra à la première question. SPAC répondra à la deuxième question.

ÉNONCÉ DE VALEURS :

Le gouvernement du Canada collabore de façon continue avec les provinces et les territoires afin de déterminer leurs besoins et d'acheter l'équipement, les fournitures et les services nécessaires pour lutter contre la COVID-19.

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) adopte une approche agressive pour ces achats, en particulier en ce qui concerne les équipements de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs de la santé de première ligne. Cela comprend notamment :

- Passer des commandes en gros au nom des provinces et territoires
- Compléter ces commandes en achetant des fournitures à disponibilité limitée qui sont immédiatement en stock;
- Augmenter la capacité de production au pays, par le biais du Plan canadien de mobilisation du secteur industriel pour lutter contre la COVID-19, dirigé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).

Ces mesures s'ajoutent aux efforts déployés par les provinces et les territoires pour assurer leur propre approvisionnement.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1. Je crois comprendre que le Canada a, au moins à court terme, résolu la pénurie de masques. Est-ce bien le cas? Cela n'est pas encore réglé aux États-Unis et nous souhaitons comprendre où est la différence.

L'Agence de la santé publique du Canada répondra à cette question.

Q2. Pouvez-vous fournir des données sur le nombre de masques que le Canada a obtenus et préciser comment cela se compare aux besoins en général? Par exemple, pouvez-vous fournir des renseignements sur les prix auxquels ils ont été achetés, la manière dont les masques ont été importés, etc.

Les renseignements relatifs aux quantités de respirateurs achetés sont disponibles sur notre [site Web](#).

Comme nous opérons dans un marché très instable où la demande mondiale d'EPI est très forte, nous explorons toutes les possibilités pour fournir les fournitures et les équipements médicaux dont nos travailleurs de première ligne ont besoin. Il s'agit notamment de travailler avec les fournisseurs existants ainsi qu'avec de nouveaux fournisseurs dans le pays et à l'étranger.

La plupart de nos respirateurs N95 et de nos masques chirurgicaux proviennent de pays étrangers, mais nous diversifions également nos chaînes d'approvisionnement en soutenant les entreprises canadiennes qui réorganisent leurs chaînes pour renforcer l'offre intérieure.

Nous avons récemment signé une entente avec Medicom de Pointe-Claire, au Québec, afin de fournir 20 millions de respirateurs N95 et 24 millions de masques chirurgicaux fabriqués au Canada par an, pendant les dix prochaines années.

Ces mesures s'ajoutent aux efforts déployés par les provinces et les territoires pour assurer leur propre approvisionnement.

Afin de protéger l'intégrité de nos processus de passation de marchés, ainsi que l'intégrité des chaînes d'approvisionnement mondiales, nous devons faire preuve de prudence en ce moment en ce qui concerne les renseignements que nous fournissons, afin de ne pas compromettre l'une de nos commandes. **Par conséquent, nous ne pouvons pas fournir de renseignements précis sur le prix des masques.**

RÉPONSE reçue le 28 avril 2020.

Le gouvernement du Canada collabore de façon continue avec les provinces et les territoires afin de déterminer leurs besoins et d'acheter l'équipement, les fournitures et les services nécessaires pour lutter contre la COVID-19.

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) adopte une approche agressive pour ces achats, en particulier en ce qui concerne les équipements de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs de la santé de première ligne. Cela comprend notamment :

- Passer des commandes en gros au nom des provinces et territoires
- Compléter ces commandes en achetant de tout ce qui est immédiatement en stock
- Accroître la capacité de production nationale grâce au Plan de mobilisation du secteur industriel pour lutter contre la COVID-19, dirigé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)

Ces mesures s'ajoutent aux efforts déployés par les provinces et les territoires pour assurer leur propre approvisionnement.

Q1. Le Canada, dont les achats et l'administration sont davantage centralisés, a-t-il aussi relativement bien réussi à lutter contre les prix abusifs et les inégalités en matière de distribution?

En tant qu'acheteur principal du gouvernement du Canada, notre principal objectif est de garantir les fournitures essentielles dont les travailleurs de la santé de première ligne ont besoin pour se protéger et pour protéger les Canadiens en pleine pandémie de COVID-19.

Les spécialistes de l'approvisionnement du Canada travaillent 24 heures sur 24, en étroite collaboration avec l'Agence de la santé publique du Canada et Santé Canada, pour obtenir l'équipement et les fournitures nécessaires.

Nous adoptons une approche d'achat agressive, surtout en ce qui concerne l'équipement de protection individuelle des travailleurs de la santé de première ligne. Pour y parvenir, nous travaillons directement avec les fournisseurs et fabricants nationaux et internationaux, nouveaux et existants, et augmentons la capacité de fabrication nationale grâce au Plan de mobilisation du secteur industriel pour lutter contre la COVID-19 afin de répondre aux besoins à court et à long terme.

Dans un marché caractérisé par une forte hausse de la demande, nous achetons les stocks existants là où nous le pouvons et passons des commandes importantes pour créer et maintenir un flux constant de marchandises provenant de sources diverses au cours des prochains mois et en prévision des besoins ultérieurs. Pour certains produits, cette hausse de la demande mondiale a entraîné une augmentation des coûts alors que nous nous procurions les équipements de sauvetage dont nos travailleurs de la santé de première ligne et les Canadiens ont besoin. Comme nous constatons qu'il y a de plus en plus de sources d'approvisionnement nationales en ligne, nous travaillons aussi directement avec les fabricants canadiens pour acheter des quantités importantes de fournitures essentielles. Il y a donc maintenant des marchandises de fournisseurs internationaux qui arrivent régulièrement, et les livraisons de fournitures comme du désinfectant pour les mains et des écrans faciaux d'entreprises canadiennes augmentent en raison de l'appui de l'industrie aux interventions face à la COVID-19. Ces mesures s'ajoutent aux efforts déployés par les provinces et les territoires pour assurer leur propre approvisionnement.

Dès le début de notre intervention face à la COVID-19 en ce qui concerne l'approvisionnement, le gouvernement du Canada a travaillé en collaboration directe avec l'Agence de la santé publique du Canada ainsi qu'en partenariat avec les provinces et les territoires afin de les informer de notre approche en matière d'achat en gros. Dans le cadre de cette approche, nous fournissons également une assistance pour les commandes d'expédition passées directement par d'autres administrations, notamment les provinces de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et du Québec ainsi que la Croix-Rouge canadienne, auprès de fournisseurs internationaux au moyen de vols de transport de marchandises affrétés par le gouvernement du Canada et rapportées au Canada. Après réception, les fournitures sont distribuées aux provinces et aux territoires le plus rapidement possible sous la supervision de l'Agence de la santé publique du Canada.

Le gouvernement du Canada continuera de travailler sans relâche pour assurer l'approvisionnement nécessaire afin de répondre aux besoins des Canadiens à court et à long terme en collaborant avec un éventail de fournisseurs nationaux et internationaux.